

Direction de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

**ACTES DU COLLOQUE :**

**« NEUJ PRO 2013 – 12<sup>èmes</sup> Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse »**

**TABLE RONDE 4**

**Education nationale : quels impacts sur leur vie future**

**Intervenants :**

**Eunice Mangado-Lunetta**, directrice déléguée en charge des questions éducatives à l'AFEV

**Jean-Michel Zakhartchouk**, membre du comité de rédaction de la revue « Les cahiers pédagogiques », professeur agrégé de lettres modernes, enseignant en ZEP

**Eric Chenal**, proviseur de la cité Albert-Londres

**Animateur :**

**Christophe Richard**, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier

**Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier :** Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier. On m'a demandé d'animer cette table ronde. Sur douze éditions, cela fait trois années que j'anime des tables rondes. Je vais rappeler l'esprit de la table ronde avant d'introduire le thème et de vous présenter les intervenants. L'esprit de cette table ronde est, dans un premier temps, d'entendre nos intervenants sur la thématique qui va nous occuper jusqu'à 15h45. Après avoir entendu les intervenants qui vont parler pendant cinq à dix minutes, il s'agit d'avoir un échange avec la salle. Je demanderai à ceux qui interviennent d'être assez brefs de façon à ce qu'on ait un maximum d'échanges sur vos réflexions, sur vos questions. L'idée n'est pas de seulement de poser des questions, mais aussi de faire part de vos propres expériences. Le thème d'aujourd'hui est « Education nationale : quels impacts sur leur vie future ? ». « Leur » se rapporte aux jeunes. Il ne s'agit pas des enseignants même s'il y a certainement un impact pour eux ou pour l'Education nationale au sens large. Il suffit d'écouter l'actualité, l'Education nationale est toujours au centre des débats politiques qu'ils soient nationaux, internationaux, européens et au niveau local dans les régions, les départements et les communes. La loi pour la refondation de l'école met en avant la réussite de tous les élèves et cette réussite commence par l'école. Dans la refondation de l'école, on parle de la réussite de l'élève. Au sens plus large du terme, on pourrait employer le mot « jeunes ». C'est la réussite dans la vie citoyenne. La transformation est en cours. La réforme est en cours. Des décrets sont déjà parus. Le plus important peut-être et qui fait débat est celui des rythmes scolaires. L'Education nationale, la formation du jeune au sein de l'Education nationale parce que la formation du jeune peut se faire en dehors. La scolarité obligatoire va faire qu'une partie de la formation va se faire au sein de l'Education nationale. L'éducation scolaire a un impact déterminant sur leur vie. Du décrochage à l'orientation, de la carte scolaire à la mixité sociale, comment mesurer les conséquences du système sur nos jeunes ? Chaque année, des jeunes sortent qualifiés, hautement qualifiés, sans qualification aussi. Comment les intégrer d'une manière ou d'une autre dans la vie ? Plusieurs thèmes peuvent être abordés. Après, nos intervenants parleront de leur propre vécu. Le premier thème est celui des compétences puisqu'on parle de socle commun de connaissances et de compétences. Quelles sont les compétences et les connaissances acquises par les jeunes au sein de l'Education nationale pour être un citoyen actif ? Comment les développer ? Comment développer ces ambitions ? Une autre partie très

importante est liée à la sortie du système éducatif. C'est sortir avec une formation, une qualification. C'est le versant professionnel. Y a-t-il adéquation entre la formation et l'emploi ? Beaucoup parlent d'inadéquation. Evidemment il n'y a pas complète inadéquation sinon le système de formation n'existerait pas. Mais, on peut dire que parfois il y a une inadéquation entre le moment où les jeunes sont formés et le moment où ils vont sortir du système éducatif. Une autre question porte sur les partenariats. Quels partenariats entretenir avec l'école ? Là, tous les acteurs jeunesse ont leur rôle à jouer, mais aussi les entreprises. Quid de l'orientation ? L'atelier suivant traitera de l'orientation à 16h30. Donc on évitera de s'éterniser sur ce thème qui sera abordé après. Mais il y a aussi une réflexion à avoir sur l'orientation. Comment aider les jeunes à réfléchir sur leurs choix d'études ? Pour discuter de ces thèmes et d'autres, on a trois intervenants que je vais vous présenter. Jean-Michel Zakhartchouk est militant pédagogique au sein du comité de rédaction des « Cahiers pédagogiques ». Il va nous proposer de prendre au sérieux l'idée d'un socle commun de compétences, de les développer chez les élèves et de les aider à en construire de nouvelles. Il nous en parlera, mais ça passe par la mise en avant de compétences trop négligées, le travail en groupe, l'oral, la recherche, la créativité, un changement complet de l'évaluation, une vraie ouverture vers le monde extérieur, la valorisation de l'idée de projet, la coopération etc. Il nous expliquera cela plus en détail et les obstacles qui existent. Eunice Mangado-Lunetta est directrice déléguée de l'AFEV, l'association de la fondation étudiante pour la ville qui accompagne des jeunes chaque année. Depuis 20 ans, on parle de 147 000 jeunes au moins. Ce sont des étudiants bénévoles qui interviennent auprès des 350 quartiers prioritaires en France. Les jeunes sont repérés par les équipes éducatives comme étant en fragilité sociale et scolaire. Quels rapports entretiennent-ils avec l'école ? Quels effets induits sur leurs rapports familiaux, sociaux ? Eunice nous dressera un portrait de cette jeunesse en s'appuyant sur sa parole d'experte collectée à travers le baromètre annuel du rapport « À l'école des enfants des quartiers populaires » réalisé pour la journée du refus de l'échec scolaire et ainsi que les billets des blogueurs du blog « Zone d'expression prioritaire ». Enfin Eric Chenal, chef d'établissement et ancien chef de cabinet d'un recteur. Il connaît bien les établissements scolaires. Il nous dévoilera davantage sa vision de chef d'établissement au sein de l'Education nationale puisqu'il est un représentant éminent de l'Education nationale comme Monsieur Zakhartchouk qui est enseignant. Monsieur Chenal pourra peut-être nous parler des partenariats nombreux entre les lycées, de la vision des jeunes. Je vais leur laisser la parole. Je vous propose de les écouter un par un et après on vous donnera la parole.

**Eunice Mangado-Lunetta, directrice déléguée en charge des questions éducatives à l'AFEV :** Je vais introduire le débat en me basant surtout sur l'expression des jeunes que nous accompagnons à l'AFEV et aussi des jeunes qui interviennent, des jeunes engagés solidaires. Je vous propose de vous livrer à travers deux types de support cette parole et je vous en livrerai ensuite l'analyse que nous en faisons à l'AFEV. Je commencerai par un billet posté sur le blog « Zone d'expression prioritaire » qui est un blog qu'on anime avec France Inter et les étudiants où les jeunes qui sont étudiants, bénévoles ou qui font leur service civique à l'AFEV donnent leur libre parole sur les sujets qui les intéressent et qui sont aussi en lien avec leur action. Je vais commencer par vous lire un billet assez court posté en janvier de cette année. J'assume le côté subjectif de ce billet. On partira du côté très subjectif d'une personne pour objectiver avec le baromètre du rapport « À l'école des enfants des quartiers populaires ».

« Mon histoire commence dans les couloirs du collège. Le seul fait d'écrire sur cette époque me donne déjà la chair de poule. Je repense à la peur de la violence à la récréation, au stress de me faire interroger, l'humiliation d'avoir la réponse et de me faire chahuter par la classe ou encore l'humiliation de ne pas l'avoir et de passer pour un cancre devant le professeur. Je me rappelle de longues courses en sortant du collège pour rentrer au plus vite bien au chaud dans le calme et la protection de la maison familiale. C'est peut-être ces parcours seul sous la pluie ou la neige qui ont fini par me rendre endurent. Oui, j'aurais aimé que l'univers du collège puisse être le mien. Oui, j'aurais espéré ne pas avoir à mettre une vingtaine de mots d'absence chaque année pour « maux de ventre », des mots qui me valaient à chaque fois un regard inquisiteur du CPE me traitant de menteur et me donnant envie de retourner chez moi au plus vite. Oui, j'aimerais pouvoir en parler un jour peut-être sans trembler, de manière apaisée, sans sentiment de culpabilité. J'ai vécu ces années dans une profonde solitude, transparence et indifférence au monde scolaire. Si j'étais mauvais, c'était de ma faute. De toute façon, la question ne se posait même pas tant j'étais nul point final, nul, trop lent, trop timide, trop effacé. Ces lacunes inacceptables ont été pendant quatre ans les seuls retours des profs sur moi-même. Le diagnostic fut simple : direction le CAP. Il n'y avait même pas à discuter. Mon cas était tranché sans chercher à savoir si j'avais les compétences ou bien même l'envie de faire un métier manuel. Il a fallu que ma mère se batte pour me faire entrer dans la filière technologique. Résultat, je me suis retrouvé

dans un univers enfin apaisé, un petit lycée à dimension humaine. C'est là que je me souviens notamment d'un professeur d'économie qui sut prendre le temps d'écouter mes silences, qui a su valoriser mon travail, me donner l'envie de faire mieux et confiance en mes propres savoirs. Ce fut le début d'une relation apaisée avec l'école, le début de mon apprentissage. Un regard, une parole positive, un sentiment de confiance partagée simplement ça, les maux de ventre ont disparu d'eux-mêmes. J'étais toujours le même et pourtant j'avais la sensation qu'un poids indescriptible s'était enfin envolé. Le plus difficile à rattraper ne fut pas mon niveau en math, en anglais ou en français, mais mon estime de moi ».

Voilà ce que dit Jean-Baptiste, étudiant, à 26 ans qui était engagé en Ile-de-France. Jean-Baptiste parle d'un certain nombre d'éléments que vous avez cités en introduction. Je vais vous donner les éléments-clefs du baromètre 2013. On va vous les distribuer. Ce baromètre n'a pas vocation à être un échantillon représentatif de la population scolaire française. C'est un questionnaire que l'on fait passer à 500 ou 600 jeunes accompagnés par l'AFEV. C'est une espèce de focus sur des jeunes en difficulté scolaire, en fragilité scolaire et sociale. Que nous dit ce baromètre ? À la question « Aimes-tu l'école ? », seuls 26% affirment beaucoup l'aimer. 26% des enquêtés se sentent de temps en temps, voire très souvent, mal à l'aise à l'école. Pourquoi ? Pour la peur du contrôle et d'être interrogés et aussi pour la tension entre les pairs qui est extrêmement forte. Ce n'est pas seulement leur rapport avec l'institution, mais aussi comment on vit, le climat scolaire au sens global et comment on se construit socialement avec les autres, les insultes, les bagarres, les moqueries. On retrouve les maux de ventre dont parlait Jean-Baptiste. 35% des élèves ont mal au ventre le matin avant d'aller à l'école. 4 enfants sur 5 sont victimes de violences verbales ou un peu moins de violences physiques. Sur la question de la confiance en soi, là aussi on retrouve très fortement ce que disait Jean-Baptiste. Face à leur incompréhension en classe, 67% des élèves de primaire demandent une explication. En collège, ils ne sont que 35%. Quand on ne comprend pas, on ne demande pas au prof. 52% des jeunes interrogés ont parfois ou souvent le sentiment qu'ils ne vont pas arriver à faire ce que leur enseignant leur demande. Et pourtant, ils ne sont pas dans une forme de ressentiment par rapport à l'institution scolaire ou, en tout cas, pas par rapport aux profs. C'est une constante. On fait ce baromètre chaque année. Ils ont plutôt une bonne image des enseignants. 60% ont le sentiment que les enseignants s'intéressent à eux. 84% affirment qu'ils leur apprennent des choses. On voit aussi que pour les enfants dont on parle, le rapport à la sphère scolaire pose la question aussi des moyens familiaux parce que vous savez que la réussite scolaire est devenue, ça a été dit entre les lignes ce matin, une affaire familiale. Il y a des inégalités extrêmement fortes dans notre système. Dans le suivi scolaire, 22% des enfants interrogés sont régulièrement aidés par leurs parents pour leurs devoirs alors que 80% d'entre eux considèrent que c'est extrêmement important. En revanche, 64% des enfants sentent que leur réussite scolaire inquiète leurs parents. On avait fait une fois une enquête auprès des familles dont les enfants étaient accompagnés par l'AFEV. On a le sentiment que les familles sont extrêmement inquiètes et encore plus les familles de milieu populaire parce qu'elles ont intériorisé que, si l'école n'est pas un vecteur d'amélioration pour la vie de leurs enfants, elles seront en incapacité par leurs propres moyens, par leur réseau familial d'aider l'insertion scolaire. C'est un motif très fort d'angoisse pour les familles. Et en même temps, elles ont le sentiment de leurs limites. Par exemple, 59% des familles interrogées disaient qu'elles vivaient le moment des devoirs comme un moment très difficile. Je passe très vite, mais vous aurez aussi quelques éléments sur les pratiques à la maison, à quelle heure se couchent les enfants, s'ils ont une télévision dans leur chambre. 94% des jeunes interrogés ont internet à la maison. La fracture numérique n'est pas là. En revanche, ils s'en servent assez peu pour le scolaire. Ils s'en servent plus pour chatter. Enfin, 41% des enfants lisent rarement, voire jamais, de livres à la maison. 60% vont rarement, voire jamais, à la bibliothèque. Que dire rapidement de ces éléments ? Le rapport à l'école, et notamment des enfants les plus fragiles qui sont les enfants que l'AFEV accompagne, va façonner chez ces enfants un rapport à l'autre particulier, un rapport aux institutions, parce que l'école est la première institution sur la question de la défiance aux institutions et tous les enfants vont se forger un rapport à l'institution par rapport à leur expérience scolaire, un rapport au travail et surtout le plus grave et principal problème comme le pointe Jean-Baptiste la question du rapport à soi et de la confiance en soi qui fragilise après énormément le parcours. Beaucoup de choses ont été dites ce matin sur cette question. On avait fait une journée de refus de l'échec scolaire qui est un événement de plaidoyer qu'on fait chaque année. Il y a trois ans, on l'avait fait sur la question de la pression scolaire. On avait dénoncé le syndrome de l'angoisse scolaire généralisée qui existe en France, qui pousse les élèves et leur famille à déployer des stratégies individuelles pour la réussite scolaire. On a une espèce d'emballlement, une compétition qui ne connaît pas de limites. On rajoute des cours particuliers, des devoirs en vacances dès la maternelle. On essaye de trouver la meilleure école. On déménage, c'est vous dire si la vie familiale est

complètement dépendante de la vie scolaire, si on pense que c'est nécessaire. Comme l'école oriente, classe, trie et assigne in fine une place, un rang dans la société, évidemment échouer à l'école ou plus tard échouer à la fac garantit à peu près l'échec d'une insertion sociale et professionnelle. En gros, si mon enfant ne réussit pas à l'école, comment va-t-il réussir dans la vie ? C'est un cas extrêmement poignant en France. Il y a assez peu de pays où le poids du diplôme est tellement fort que ça génère cette pression-là. On n'a pas le temps, mais il aurait été intéressant de voir qu'il y a des pays comme la Corée ou le Japon où c'est encore plus fort. C'est plus fort en Corée. La différence avec la Corée, paradoxalement, c'est que c'est un pays où scolairement ça marche beaucoup mieux. Le prix à payer est très fort. On est en train de se poser la question de savoir si on est obligé d'être malheureux pour réussir à l'école. Ils commencent à lorgner du côté de la Finlande. Néanmoins, c'est un système qui fonctionne bien. Notre système est très anxiogène. En plus, il a comme principale caractéristique d'être fortement inégalitaire. La réussite scolaire est très fortement corrélée au milieu social économique familial. Le poids du diplôme est très important, mais par ailleurs notre système génère énormément d'échec scolaire, entre guillemets, puisque chaque année entre 120 000 et 130 000 jeunes sortent du système sans diplôme. L'AFEV n'est pas là en tant qu'experte. On est là pour essayer d'apporter dans le débat public le vécu, la parole des enfants. La réalité vécue par les enfants est là. Elle transparaît dans le baromètre. Cela ne veut pas dire que l'avenir est noir sur la question de l'école en France. On a des familles populaires qui sont en adéquation avec l'école, qui ont une grande confiance dans l'école. On rencontre des enseignants qui sont plutôt motivés. Même si le tableau est un peu noir, je ne veux pas qu'on se trompe sur les intentions. Il s'agit d'être dans une critique constructive et de poser, comme vous l'avez dit, la question du changement. Il y a eu consensus pendant la campagne présidentielle pour dire que l'un des grands chantiers, en s'attaquant à la question de la jeunesse, c'est forcément changer l'école. Je laisserai la parole à mes deux collègues pour rentrer un peu plus dans le détail sur ce qu'il faudrait faire et comment introduire le changement. On est persuadé que soit on continue d'aller vers un système très sélectif, ce qui est la particularité du système français, soit on va comme d'autres pays qui sont toujours mieux classés que nous dans les classements internationaux vers un modèle de la promotion où chaque enfant quelles que soient ses capacités, ses appétences, pourra sortir de l'école avec un diplôme, les compétences qui y sont liées et surtout avec un rapport positif aux apprentissages et avec une image positive de soi. En effet, dans un monde en constante évolution où les parcours sont de plus en plus individualisés, où l'idée est d'avoir de la mobilité tout au long de son parcours professionnel, de développer constamment de nouvelles compétences, ce qui est important c'est la confiance en soi et le rapport à l'apprentissage. Un enfant blessé comme le racontait l'étudiant dans l'idée qu'il ne pourra pas apprendre est fragilisé dans son développement. En tant qu'adulte, il va le garder. C'est extrêmement néfaste.

A partir de là, on peut poser tout un tas de questions. La notation dès l'école primaire est-elle vraiment nécessaire ? C'est un symbole de la compétition scolaire. Comment faire différemment ? Le redoublement a-t-il une valeur pédagogique ? Le collège doit-il continuer à être pensé comme un petit lycée ? L'enseignement professionnel parce que la dernière édition de la journée du refus de l'échec scolaire y a été consacrée. Je ne vais pas faire une liste à la Prévert. Mais on va peut-être reprendre ces éléments. Deux éléments pour finir. Si on pose la question des impacts sur leur vie future, j'aurais envie de dire : comment réduire l'impact de l'Éducation nationale sur la vie future ? L'une des problématiques de l'école en France est que l'école a trop de poids. On exige trop de l'école. On attend trop de l'école. S'il y a tellement de pressions sur l'école et sur le diplôme, c'est aussi pour ça. En essayant de développer la formation professionnelle tout au long de la vie, pour laquelle on est assez mauvais par rapport à nos voisins, aller dans ce sens là serait le meilleur service à rendre à l'école en mettant moins de pression. Ça rééquilibrerait un peu. Je fais référence à des choses qui ont été dites ce matin sur le parcours, sur prendre le temps, sur la question du droit au tâtonnement. Dans le blog de « Zone d'expression prioritaire », c'est très fortement demandé par les jeunes. Et j'arrêterai avec la dernière idée qui me paraît intéressante et qui fera le lien avec le propos de Jean-Michel. C'est construire une école dont les élèves se sentent plus acteurs et mieux considérés. Les méthodes pédagogiques françaises, et je vous invite à aller lire le bouquin de Yann Algant et Pierre Cahuc « La fabrique de la défiance » si vous ne l'avez pas lu. Ils expliquent à quel point le rapport très français de la défiance aux institutions est largement fondé sur l'expérience scolaire et notamment sur les méthodes pédagogiques. Des études sur les jeunes de 15 ans montrent que 56% des élèves français déclarent passer tout leur temps à noter. On travaille très peu en groupe. Le manque de coopération induit un rapport entre les individus et les adultes y compris dans l'entreprise. Cela fait des élèves, puis des adultes qui sont moins capables que dans d'autres pays d'initiatives, d'autonomie et de confiance en soi. Je vais rappeler les 50% cités ce matin des Français qui pensent que la société ne leur donne pas les moyens de montrer ce

dont ils sont capables. Cette question est avant tout à reposer à l'aune de : quelle école, quel projet d'école voulons-nous pour la société ?

**Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier** : Merci Eunice. On passe tout de suite à Jean-Michel et une intervention de 10 minutes maximum.

**Jean-Michel Zakhartchouk, membre du comité de rédaction de la revue « Les cahiers pédagogiques », professeur agrégé de lettres modernes, enseignant en ZEP** : Bonjour à tous. Je vais être dans le prolongement de ce qu'a dit Eunice et en accord total avec beaucoup de choses dites ce matin notamment par Camille Peugny. Comme on a peu de temps et qu'on ne peut pas tout développer, je voudrais revenir sur la notion de compétences. Eunice a beaucoup développé, sauf sur la fin l'axe inégalitaire de l'école. Je pourrais aussi faire une intervention là-dessus. Je vais plus parler de l'inadaptation de l'école au monde d'aujourd'hui et surtout de demain. Eunice a un peu anticipé à la fin là-dessus. C'est important. C'est un argument d'ailleurs pour faire bouger les choses. L'argument de l'inégalité, une partie de la société française dit que c'est comme ça, que les sociétés sont inégalitaires. Par contre, jouer sur le fait que l'école ne répond pas aux besoins y compris économiques de notre pays est un argument qui peut toucher les gens et peut-être faire évoluer les choses. Les parents y sont sensibles. Il y a une double critique de l'école actuelle. Elle est à la fois injuste et inefficace. Je vais peut-être développer le côté inefficace. A été institué, il y a déjà pas mal de temps, sur le papier, un socle commun de connaissances et de compétences qui a été renforcé par la loi de l'an dernier. Mais on est loin du compte, notamment cette notion de compétences qui est contestée par certains de façon parfois incompréhensible. L'école doit permettre aux individus de se construire des compétences. C'est la bonne expression « se construire des compétences » petit à petit et se les construire pas pour toujours. Elles seront évolutives. Soyez un citoyen. Je travaille aux « Cahiers pédagogiques » qui est une revue qui existe depuis 1945. Il est toujours intéressant d'avoir du recul sur le long terme. Depuis 1945, notre devise est « Changer l'école pour changer la société et changer la société pour changer l'école ». C'est une espèce de va-et-vient. Soyez citoyens, chiche. Dans notre école, il y a un certain nombre de compétences qui sont essentielles dans le monde d'aujourd'hui, mais encore plus de demain, et qui sont très peu valorisées. Un élève qui termine la scolarité obligatoire sans savoir travailler avec les autres en groupe, sans savoir parler devant un auditoire pendant trois ou quatre minutes sans regarder ses notes, qui ne sait pas trop chercher rapidement sur internet des informations, encore que là ça évolue, qui n'est pas capable de faire preuve de créativité, ce n'est pas très grave. Par contre, s'il sait bien réciter, s'il fait bien ses exercices, ça ira. Or aujourd'hui, ce sont des compétences fondamentales dans le monde de savoir travailler avec les autres, de savoir créer. Est-ce que l'école prend vraiment ça au sérieux dans les compétences qui seraient très fortement valorisées ? Ça ne peut se faire dans notre système que par la transformation des épreuves et des examens, des validations. On a beaucoup de mal. A chaque fois qu'il y a des épreuves innovantes au bac, il y a toujours de grandes remises en cause. Il y a de petites tentatives qui, à chaque fois, provoquent beaucoup de remous parce qu'on a l'impression qu'on va tuer les savoirs. Au contraire, les compétences, j'interviens souvent sur les compétences, c'est prendre au sérieux les savoirs. L'école est trop souvent un lieu qui ressemble à « Questions pour un champion ». On répond à des questions. Mais sait-on utiliser des savoirs dans des situations très diverses ? C'est ce qui est important. On sait des choses pour les utiliser. Quand je dis utiliser, c'est au sens très large notamment les utiliser dans des situations dites complexes, c'est-à-dire qui mettent en jeu, où la réponse n'est pas immédiate. Aujourd'hui, dans le monde il y a tant de problèmes sur l'environnement, la santé, on a besoin de solutions originales. On a besoin de créativité. Je pense que les écoles qui s'en sortiront sont celles qui développeront ces compétences-là. La première chose est de développer ces compétences-là. La deuxième chose dont je viens de parler un peu déjà est l'évaluation. Eunice a développé le côté manque de confiance en soi des élèves et que la notation traditionnelle y contribue. Je pense qu'elle n'est pas efficace non plus. Elle ne permet pas d'évaluer correctement des compétences. Il faut trouver d'autres formes d'évaluation et en particulier avoir recours à l'auto-évaluation. On a parlé de l'autonomie des jeunes. Justement, développer les pratiques d'auto-évaluation est intéressant parce que ça permet de se situer, de voir ses progrès. J'ai posé les questions. J'ai été enseignant. Je suis à la retraite depuis très peu de temps. J'ai eu beaucoup d'élèves très défavorisés dans des zones d'éducation prioritaire. En début d'année, on demande aux élèves quels sont leurs atouts et leurs points forts. Ils ont beaucoup de mal à répondre. Par contre, ils savent dire leurs faiblesses. Une évaluation qui mette en avant des progrès, qui mette en avant des capacités, c'est un travail de long terme. Ça ne s'improvise pas et en général ça ne donne

pas de résultats tout de suite. Il faut du temps. Le troisième point est l'ouverture sur le monde extérieur. Notre école souffre beaucoup d'être renfermée, le scolaro-centrisme. Des choses intéressantes ont été faites. Mais, elles restent un peu marginalisées. Une sortie dans un musée peut être quelque chose de central, pas seulement une récréation et un supplément d'âme. Trop souvent, des captivités extérieures restent un supplément d'âme comme la pratique d'enquêtes. Aux « Cahiers pédagogiques », dans les années 50, on prônait l'étude du milieu qui était révolutionnaire, mais qui d'une certaine façon reste un peu révolutionnaire. Je vais vous montrer quelques petits dessins parus dans les « Cahiers pédagogiques » qui font comprendre ça. Ils montrent que les jeunes ont des compétences dormantes comme ici Blanche-neige qui est endormie. Il faut réveiller ces compétences. Ils ont des compétences en promesse, en fleur. Il faut que ces compétences deviennent des fruits. Pour ça, il faut du temps. Quand on est enseignant, il faut être capable de voir les prémices de ces compétences à travers des petites choses et ne pas se dire qu'il fait plein de fautes d'orthographe. Ça c'est terrible. Les modes d'évaluation vont dans le mauvais sens quand ils sont traditionnels. On a parlé des jeunes acteurs, mais on pourrait dire que les élèves ne sont pas assez acteurs parce que ça fait peur. Encore une fois, c'est sur le long terme. Au début, ça ne donnera pas grand-chose. Il y a un apprentissage long. L'image de l'école caricaturale à travers des dessins, mais ça s'imprègne un peu dans la tête, c'est l'idée du prof qui dit ici : vous écoutez bien et un jour vous vous réveillerez en fac. En gros, pour beaucoup d'enfants et de familles, à l'école il faut écouter et si on a bien appris ses leçons on va réussir. Ça ne marche pas comme ça. Le dessin suivant : « Monsieur j'ai tout compris ». « Trop tard j'ai déjà mis ta note ». C'est un peu ça l'évaluation. Dans le socle commun de compétences tel qu'il a été défini avec beaucoup de défauts, il y a la mise en avant d'un certain nombre d'attitudes qui sont fondamentales aussi pour la réussite. Par exemple, la persévérance, l'autonomie dans le respect des règles. C'est difficile. C'est comment on arrive à articuler l'autonomie et le respect des règles, l'inventivité etc. Toutes ces choses sont assez marginales. Je termine, pour laisser le temps à la discussion, par la mise en avant de la coopération. J'ai parlé au début du travail de groupe. La coopération n'est pas seulement le travail de groupe. C'est construire quelque chose en commun. J'ai travaillé dans des milieux où il y avait beaucoup d'énergie chez les jeunes qui aiment bien travailler ensemble. J'ai pu constater que le travail coopératif reste très minoritaire. A chaque fois, les élèves sont contents de pouvoir travailler ensemble. Ça ne se passe pas toujours sans heurt. Ça s'apprend. Travailler ensemble, contribuer à une œuvre commune, c'est un moyen dans une classe peut-être d'aider certains élèves plus que d'autres en faisant comprendre à la classe que c'est utile à tout le monde. C'est un peu l'image de la société française. En améliorant les plus faibles, on fait avancer le tout. Cette idée est contre une école élitiste, avec cette argumentation que peut-être on dégagera mieux les élites, qu'elle sera plus efficace y compris pour les élites. Je le crois fondamentalement comme le montrent certains pays comme la Finlande, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Québec où il y a un peu de ça même s'il y a un peu de défauts dans ces écoles-là. Il y a des élites performantes. Dernière chose, et j'arrête là-dessus, c'est l'importance aussi de la culture dans tout ça. Certains ont critiqué les compétences en disant que c'était le renoncement à la culture. En effet, ils réduisent les compétences à des savoir-faire alors que les compétences sont aussi un moyen de prendre au sérieux la culture et de développer de vraies compétences culturelles importantes aussi dans le monde d'aujourd'hui. Je ne vais pas développer. On peut y revenir dans la discussion. On voit que la culture n'est plus un supplément d'âme, mais aussi une force économique. Je voulais soulever ces quelques points qui méritent beaucoup de développement.

**Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier** : Merci Jean-Michel. On laisse la parole à Eric Chenal pour une dizaine de minutes

**Eric Chenal, proviseur de la cité Albert-Londres** : Bonjour. Merci à tous. Je vous prie d'excuser mon propos qui sera moins construit que mes collègues. Je suis le joker médical. Ce n'était pas prévu.

**Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier** : J'ai oublié de préciser que Monsieur Chenal remplace un proviseur qui n'a pas pu venir au dernier moment. C'est au pied levé.

**Eric Chenal, proviseur de la cité Albert-Londres** : Au pied levé. Peut-être que ça peut surprendre certains, mais ce qui a été dit est un diagnostic qui est aujourd'hui partagé par le proviseur que je suis - mais je ne suis pas déloyal envers ma hiérarchie- partagé aussi par nos directeurs départementaux et partagé aussi par nos recteurs d'académie. Vous citez la problématique de la refondation de l'école.

Tout ce qui a été dit sur les inégalités, sur tout ce qui se produit, sur les 120 000 élèves qui sortent sans qualification, est un constat qu'on ne peut pas nier. On en est tous conscient. Je remercie aussi la personne qui est à ma droite et pas la personne de droite, il y a une nuance, pour avoir dit que les enseignants qu'elle avait pu rencontrer étaient aussi foncièrement dans cette problématique. Je crois que tous les acteurs que nous rencontrons sont conscients de ça et font leur maximum. Et pourtant, on a du mal à changer les choses. C'est clair.

Mon collègue de lettres stipulait des choses déjà préconisées il y a cinquante ans. Je suis proviseur ici, mais j'ai commencé à enseigner à Saint-Denis et à Aulnay-Sous-Bois. On essayait déjà de mettre des choses en place. Mais cependant, on n'y est pas. Il y a de grandes interrogations parce qu'on est sur un pic critique aussi bien sur le plan des inégalités que sur le plan de l'inefficacité. En effet, les inégalités sont évidentes. Je vous rappelle qu'elles se sont creusées. Dans la population des classes préparatoires et des grandes écoles en 1947, il y avait plus d'enfants dits d'ouvriers à l'époque selon les critères qu'aujourd'hui. Cela veut dire que l'école sélectionne plus aujourd'hui qu'il y a presque un demi-siècle. Cela peut poser question. J'avais couché quelques notes parce que le débat de l'impact de l'Education nationale sur la jeunesse est vaste. Mon collègue de lettres, j'ai peur de mal prononcer son nom donc je vais l'appeler comme ça, a dit que l'école est souvent un amas de connaissances. C'est l'impression que ça peut donner. Dans ces cas-là, je me réfère toujours à la valeur sûre Martin Heidegger, le philosophe, qui dit qu'on a souvent tendance à penser qu'un jour on a fini de savoir, on a accumulé la somme des compétences, or savoir, c'est se questionner en permanence et se tenir dans le savoir, c'est savoir se questionner en permanence. C'est un problème de compétences et pas d'accumulation de connaissances. C'est évident. L'entrée par les compétences est éminemment intéressante. Mais ce qui peut nous troubler, c'est qu'il y a longtemps qu'on essaye de rentrer par les compétences. Au niveau du premier degré déjà, les livrets de compétences ont une trentaine d'années. Les groupes de langues par compétence dans les collèges et lycées ont une dizaine d'années et on a un mal fou à les faire décoller. Et tout ça ne fonctionne pas. Des choses intéressantes ont été dites. Qu'est-ce qui valide nos sorties du système scolaire ? Ce ne sont pas les livrets de compétence, ce sont les diplômes. Et, le diplôme en soi, on l'a revu, on l'a balayé. Si on prend le cœur du système qui est le lycée napoléonien, on n'a pas changé grand-chose sur la forme du bac. Ma voisine de droite, je l'ai dit, parlait du statut du diplôme en France. Discutez avec des Anglo-saxons. C'est très intéressant. Pour eux, ce n'est pas une fin en soi. Pour nous le bac, la licence, la maîtrise etc., c'est la fin en soi. Pour eux, c'est la clef vers l'avenir. Pour nous, l'aboutissement c'est le diplôme alors que pour eux c'est l'entrée, c'est le début. Ça change déjà pas mal de points de vue. On ressent au quotidien le poids qui a été évoqué. Je vous assure et ça peut sembler paradoxal que c'est nous souvent nous qui essayons de dédramatiser la situation vis-à-vis des familles et des élèves. On connaît les crises d'angoisse. Elles existent réellement. Vous citez surtout des cas de collèges, mais elles existent aussi au lycée général. Pourtant, certaines difficultés ont déjà été gommées. C'est bien souvent nous qui aidons les familles à prendre du recul par rapport à tout ça. Ce n'est pas grave s'il n'est pas en classe euro, ce n'est pas grave s'il n'est pas en MPS, ce n'est pas grave s'il n'intègre pas ces filières privées. Là où notre système interroge, c'est que quand il le veut il sait très bien faire. Certes, dans les enquêtes PISA on n'est franchement pas bon sur l'efficacité du système scolaire. Par contre, des observateurs du monde entier viennent observer nos classes préparatoires aux grandes écoles et nos grandes écoles. Ce qui veut dire que quand on veut faire, on a appris à faire et on sait faire. Le problème est qu'on ne sait pas le faire pour tout le monde. On sait très bien faire pour 20% de notre population scolaire. C'est un souci. On a ces 20% qui forment les élites d'aujourd'hui. On a nos 120 000 jeunes qui sortent du système sans qualification. Au milieu, c'est un peu la forêt de Sherwood. C'est un parcours où on doit se débrouiller comme on peut. Etant entendu et c'est ce que vous signaliez que l'école ne peut pas tout faire. Il y a tout ce qui échappe à l'école. Le substrat culturel est énorme.

Si on essaye de créer depuis quelques années ces fameuses cordées de la réussite, c'est bien pour cela. On se dit que même si un élève est très très bon à l'école, il n'aura pas forcément les codes pour intégrer un système supérieur. Je suis très intéressé par ce qui a été créé à Sciences Po il y a quelques années. L'ancien directeur de Sciences Po le disait très bien. Ils ne le font pas par humanisme et bonté d'âme. Ils le font parce que, comme l'a dit mon collègue, il y a un vrai problème de renouvellement des élites et qu'il faut aller chercher les gens qui vont nourrir nos grandes écoles. C'est pour ça que Sciences Po l'a lancé. Ce n'est pas uniquement pour améliorer son image de marque. C'est intéressant et ça fonctionne. Avec l'IEP de Lyon, on travaille ici sur le secteur de Vichy. On met en place une prépa concours d'entrée directement à l'IEP de Lyon, prépa bien sûr gratuite pour les élèves et les familles. Ça fonctionne. On intègre. On a accès direct et gratuit à toutes les conférences de prépa au concours de l'IEP de Lyon les mercredis après-midi. Les élèves volontaires ont des codes d'accès pour suivre toutes

les conférences sur internet. Des professeurs les ont deux heures par semaine en préparation. Ça fonctionne bien. Il n'y a pas de tri social, ni scolaire au départ. Ces réactions sont un peu en vrac. La première des choses est que le diagnostic est largement partagé. On est en train de vivre une période importante. Je crois qu'on essaye définitivement de passer d'une culture de la filière à une culture du parcours. C'est éminemment important parce que la culture de la filière disait que les filières existaient et que cahin-caha parfois en douceur avec de la feutrine, parfois au forceps on met les élèves là où ils doivent être. La filière du parcours favorise les passerelles autant que faire se peut, essaye de réagir le plus vite possible, essayer de percuter sur un problème principal qui est celui du décrochage scolaire. Au-delà des élèves qui sortent sans qualification, il y a le problème des élèves qui ne finissent pas un parcours scolaire quel qu'il soit, qui entament la valse hésitation entre le lycée, la mission locale, Pôle emploi. C'est aussi une réalité. On essaye réellement d'entrer dans cette philosophie du parcours et de quitter la philosophie de la filière. Pour une bonne raison, on a créé le collège unique il y a longtemps. C'était indéniable sur un plan philosophique. Le souci est qu'on a fait de ce collège unique un petit lycée. C'est un lieu de grande souffrance pour certains élèves. J'ai été peu de temps principal de collège. Mon parcours est essentiellement en lycée. J'ai été pour le collège unique jusqu'à ce que je devienne principal de collège. Je suis un peu direct. En effet, j'ai rencontré en collège des élèves en grande souffrance à être dans ce petit lycée parce qu'on a fait du collège un petit lycée. Je voudrais casser une idée reçue. Le collègue qui se situe à ma gauche pourra le dire parce qu'il est de la boutique entre guillemets. Il vient du sérail Education nationale. Jamais nos hiérarchies ne nous empêchent d'être inventifs, de créer et d'imaginer. Jamais je n'ai rencontré un directeur académique ou un recteur d'académie me dire que mon truc ne rentrait pas dans la boîte et de ne pas le faire. J'ai travaillé dans trois académies différentes. Quand on essaye de donner un sens à la venue des élèves en collège, quand on sort du collège, il y a des choses qui se remettent en place. Ce n'est pas simple en France. J'ai eu des lycées professionnels rattachés à mes lycées. Je ne suis pas un spécialiste du lycée professionnel. Mais porter l'étiquette lycée professionnel n'est jamais simple en France. On parlait de nos pays voisins tout à l'heure. Le système allemand peut sembler un système beaucoup plus violent que le nôtre. Le gymnasium, c'est-à-dire le lycée classique, c'est dès 12 ans qu'on le décide, sinon c'est une voie professionnelle. Il n'y a pas de voie intermédiaire. La voie intermédiaire dite technologique est franco-française. Elle n'existe quasiment nulle part ailleurs. Mais en Allemagne, la formation tout au long de la vie, ce n'est pas un leurre. En Allemagne, on estime qu'en moyenne 20 % des bénéfices des entreprises sont réinvestis soit dans de la haute technologie, soit dans de la formation des salariés. En France, 80% des adultes qui se forment sont des adultes déjà diplômés. Les gens qui n'ont pas de diplômes ne retournent pas dans la formation continue. Je change de casquette, c'est le président du Greta qui vous le dit. Le problème avec notre système c'est qu'à un moment donné il arrête. Et il est compliqué une fois qu'on est salarié, une fois qu'on est entré dans le monde de l'entreprise de reprendre une formation. Il y a un paradoxe parce qu'on est au cœur d'une société en mutation. L'époque où on allait faire sa carrière pendant 30 ans, 40 ans, 45 ans dans le même métier est terminée. Il faudra muter sans cesse. Pour muter, il faut une formation continue efficace à tous les niveaux. Et il faut qu'on ait un système scolaire qui ouvre de plus en plus sur les compétences et notamment sur tout ce qui va être nécessaire à une adaptabilité. J'ai entendu parler de travailler en groupe, tenir un discours à l'oral, savoir se présenter. Ces choses semblent basiques et pourtant elles ne sont pas évaluées et pas valorisées. Je vais conclure sur la question qui se pose à nous aujourd'hui. Les résultats du baccalauréat sont souvent excellents. Il est intéressant qu'on se mette enfin dans une philosophie qui ne soit pas le bac, mais qui soit bac -3, bac +3. En effet, le vrai problème est au-delà. C'est quid de l'université et de ce qui se passe à bac +1, bac +2. C'est là le vrai souci. On revient à la nécessité de mettre en œuvre des compétences nécessaires à la réussite des études supérieures. Après le protocole de Lisbonne, la France s'est fixé comme objectif de rester un pays de très haute technologie, d'emmener 50% d'une classe d'âge au niveau licence. Pour cela, il faut s'en donner les moyens.

**Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier** : Merci. Je propose de donner la parole à la salle.

**Alain Puyraimond, Initiances** : Je fais partie des gens qui ont fait des études, mais la discussion vis-à-vis des autres est assez difficile. Je me posais surtout la question d'après. Le souci n'est pas trop de faire des études même en France. J'ai un bac+8. Mais le souci est d'aller au-delà. Je suis biologiste. Il y a dix ans on disait que la biologie était géniale, qu'il fallait en faire et on n'a rien fait, pas d'investissement. Tous ces biologistes sont informaticiens comme moi ou ils sont aux Etats-Unis avec aucune possibilité de revenir. En effet, on n'a pas investi en biologie. Donc, la biologie ne sert à rien. La biologie est un



exemple, mais il y en a plein d'autres. Vous dites qu'il faudrait qu'on soit tous des super cadres. Mais à quoi ça sert puisqu'aucun investissement n'est fait dans les hautes technologies réellement de manière massive ? Si on veut le faire, il faut investir massivement. J'entends ça depuis des années. On m'a dit que la biologie était l'informatique du futur. Je pense que j'aurais une barbe super longue avant que ça se fasse. La question n'est pas ce que fait l'Education nationale, si elle forme ou pas, si elle forme bien, puisque beaucoup de biologistes finissent aux Etats-Unis. Les Américains les adorent. Ils leur ouvrent les portes. Ils adorent notre culture générale. C'est génial, mais ce n'est pas pour la France.

**Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier** : C'est le décalage entre les études et le marché de l'emploi.

**Alain Puyraimond, Initiances** : Je n'ai jamais raté. Je n'ai pas fauté. L'écrit que vous avez lu me correspond totalement. J'ai vécu ces années-là. Mais pour moi, la différence est que j'ai réussi à tenir le cap jusqu'au bout. On se demande à quoi ça sert puisqu'il y en a plein qui sont dans mon cas. On leur file des stages, plus des stages, encore des stages. En vérité, on n'a pas de place même pour les hauts diplômés sauf pour les énarques et autres. Dès qu'on sort de fac, il n'y a pas de place. Pourquoi développer tout ça, s'il n'y a rien à la fin ? Cette politique est à mettre en place, mais ce n'est pas l'Education nationale.

**Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier** : En tant qu'animateur, je ne dois rien dire. Mais je ne peux pas m'en empêcher. Juste un chiffre. Il me semble que l'Etat investit 40 milliards dans la recherche et l'innovation en France avec des projets menés par les entreprises, par les régions. C'est en cours. Je crois que le gouvernement actuel a rajouté 12 milliards dernièrement pour favoriser ça. Ça ne va pas forcément dans votre sens. Ça ne répond pas à votre question tout de suite. Mais c'est pour vous dire que dans la recherche il faut une vraie volonté politique.

**Jean-Michel Zakhartchouk, membre du comité de rédaction de la revue « Les cahiers pédagogiques », professeur agrégé de lettres modernes, enseignant en ZEP** : Votre cas est particulier. C'est vrai qu'on a confié à l'Education nationale, à l'enseignement supérieur une nouvelle mission depuis une vingtaine d'années qui était celle d'insérer. Je rappellerai qu'insérer professionnellement est une très nouvelle mission pour nous. Historiquement, c'est le travail des entreprises d'insérer, de créer de l'insertion, c'est-à-dire de signer des contrats de travail. Ça rejoint ce que vous dites. Nous déclinons nos formations Education nationale et enseignement supérieur au niveau de grands contrats de plan qui sont dressés. Encore faut-il savoir la durée de vie réelle de ces contrats de plan et leur réalité sur le terrain.

**Eunice Mangado-Lunetta, directrice déléguée en charge des questions éducatives à l'AFEV** : Ce n'est pas déconnecté de ce que disait Jean-Michel sur la problématique d'une école qui est déconnectée de la vraie vie. On ne peut pas envoyer des gamins se former à des métiers pour lesquels on manque de visibilité. Des choses intéressantes se font sur la question de l'orientation et notamment avec la montée en charge des Régions. Ça suscite beaucoup de frayeur. Certains voient ça d'un très mauvais œil. La montée en charge sur la définition de la carte professionnelle, ou même la définition des lycées professionnels des Régions dont c'est vraiment le cœur de métier d'être dans la prospective économique pour mieux définir les bassins d'emploi, ne me semble pas décalée. Il me semble plus intéressant de mettre dans la boucle les Régions que d'uniquement confier ça à l'école tant qu'on restera dans une école qui n'est pas assez en lien avec les évolutions rapides des métiers et du tissu économique. Ce n'est pas mon champ spécifique.

**Marcel Mathis, adjoint au maire chargé de la jeunesse et des sports, Thionville, Moselle** : Je suis enseignant à la retraite. Le reproche principal que je fais à l'école en général est l'importance de la note. J'ai travaillé en lycée professionnel. Contrairement au proviseur, je connais un peu plus le milieu de l'enseignement professionnel. On a fait travailler les enseignants sur des processus d'évaluation par capacité, par compétence. C'est acquis, pas acquis, on met des croix, peu importe la façon dont on évalue ça. A la fin de l'année scolaire, on demande de traduire cet ensemble en une note chiffrée ce qui n'a aucun sens. C'est une incohérence. Au bout de deux ou trois ans, les enseignants ont mis des notes dès le départ pour résoudre le problème. Des idées intéressantes ont été lancées et très innovantes. On s'est heurté à l'immobilisme d'une partie du corps enseignant, je dis bien une partie,

quand on a voulu faire travailler les enseignants en interdisciplinarité que ce soit au collège, au lycée professionnel, au lycée. Il s'agissait de thèmes dans lesquels on devait inscrire des contenus de la formation. Ça a vite capoté parce que les parents, le système, veulent des notes. Et là-dessus, il est quasiment impossible de noter ou c'est très aléatoire. On n'est pas là pour noter des élèves sur des choses aléatoires parce qu'il y a beaucoup trop de subjectivité. J'ai répété mon analyse de nombreuses fois à des directeurs académiques ou à des recteurs. J'ai aussi travaillé dans la formation continue. On a gâché beaucoup d'initiatives très positives, qui auraient pu améliorer et faire travailler les élèves par groupe. C'est la culture de l'individualisme avec la meilleure note. Les parents sont également beaucoup responsables dans ce fonctionnement-là. Les parents cherchent l'établissement qui donne la formation la plus élitiste avec les meilleurs résultats pour continuer au-delà. La démocratisation est sur le papier, mais elle est très peu actuelle.

**Jean-Michel Zakhartchouk, membre du comité de rédaction de la revue « Les cahiers pédagogiques », professeur agrégé de lettres modernes, enseignant en ZEP :** Sur les notes, il y a deux choses à dire. Dans un certain nombre d'établissements, plus peut-être dans les collèges que dans les lycées, il y a des tentatives de supprimer des notes ou d'atténuer leur part. Quand les gens se lancent dans des expériences comme ça, s'ils le font de manière rigoureuse et cohérente, ils s'aperçoivent que ce n'est pas seulement ça le problème. Ça entraîne une modification de la pédagogie. Notre enseignement est à la fois trop individualiste et pas assez individualisé. Il faut des parcours individuels et en même temps des moments où on travaille ensemble sans notation. La deuxième chose, il est important de faire comprendre à l'opinion quand on mène un combat, je l'ai fait, avec les « Cahiers pédagogiques » on publie beaucoup de choses sur l'évaluation par compétence, que ce n'est pas seulement parce que ça, entre guillemets, traumatise ceux qui ont de mauvaises notes. Si on ne part que de ça, les gens vont dire qu'on est pour le laxisme. Ça peut montrer qu'au contraire les notes peuvent être illusoire. Je vous donne une anecdote. Des jeunes filles élèves de seconde, très vaillantes, courageuses revenaient au collège où elles avaient eu 15/16 ou 17 de moyenne en math. Comme elles avaient 17 de moyenne, elles étaient dans le meilleur lycée du coin. Au lycée, elles avaient 6 ou 7 alors qu'elles travaillaient davantage. Si elles avaient eu 10/11, elles auraient été dans un lycée moins bon. Et dans un lycée moins bon, elles auraient eu 15/16 de moyenne en math. Ça montre bien l'absurdité. On pourrait citer mille anecdotes pour montrer que ce mode de jugement n'est pas objectif. Il faut combattre sur deux fronts à la fois le fait que ça peut décourager et aussi que ça ne permet pas de faire progresser les élèves.

**Sandrine Gruau, responsable service jeunesse conseil général de l'Ain :** J'ai une double casquette. Je suis responsable du service jeunesse du conseil général de l'Ain et je suis conseillère en développement auprès du rectorat de Lyon au CARDIE. C'est la cellule académique de recherche développement en innovation et en expérimentation. Je voulais intervenir par rapport à ça. On a entendu qu'on a le droit d'inventer, qu'on a le droit de créer. Cette cellule académique de recherche développement en innovation et en expérimentation est là pour accompagner les établissements. En effet, la loi d'orientation pour l'avenir de l'école de 2005 donne le droit à l'expérimentation. Elle donne le droit à des enseignants, à des établissements de faire autrement. Je voulais juste apporter ce complément d'information.

**Rachid Boumallassa, directeur d'une maison de quartier dans les quartiers nord de Clermont-Ferrand :** Concernant le droit d'innover, je serais plutôt sur le droit de garder. Je vous remercie d'avoir dit : est-ce qu'on a le droit d'être malheureux pour réussir à l'école ? Ça me touche et ça me parle. Quand vous dites que vous faites les mêmes constats, je suis partagé. On est dans une école excluante, discriminante, violente. Dès qu'un enfant sort du cadre et ils sont de plus en plus nombreux, ils ne sont pas gardés. On s'en débarrasse. Quand vous dites que vous essayez de dédramatiser, non, c'est dramatique en fait pour ces familles. Elles veulent que leurs enfants s'en sortent et leurs enfants ne s'en sortent pas. On voit des jeunes tous les jours. On accueille des jeunes tous les jours qui se sont fait virer du système scolaire, qui n'ont aucune proposition, qui n'ont aucune solution. On ne partage peut-être pas la même réalité avec l'Education nationale. Dans l'Education nationale, dès qu'on sort du cadre, on est viré, on est exclu de plus en plus. Le système est de plus en plus violent. C'est le constat que je fais au quotidien. On accueille de plus en plus d'enfants qui ne feront pas de grandes études. Je n'ai pas fait de grandes études. Il y a beaucoup d'enfants qui sont courageux, qui ont envie de faire. Pourquoi les parents dramatisent-ils ? Parce que le fils d'ouvrier va rester enfant d'ouvrier. Quand on est enfant de cadre ou enfant d'enseignant, on a plus de chances de s'en sortir dans le système scolaire. C'est une

réalité pragmatique. C'est la réalité de la vraie vie. La vraie vie, c'est que dès que les élèves atteignent le lycée, ils sont de plus en plus exclus. D'un territoire à un autre, ce n'est pas la même chose. Quand vous êtes à Vichy centre ou que vous êtes du mauvais côté de la nationale 1 dans le Val-d'Oise, on n'a pas le même système scolaire. On ne peut pas avoir le même avenir.

**Eunice Mangado-Lunetta, directrice déléguée en charge des questions éducatives à l'AFEV :** Je le vois bien avec l'expérience des étudiants qui s'engagent. Je pense à cette notion qui me plaît beaucoup qui est celle d'une école inclusive qui ne l'est pas assez en France. Cette expression concerne les élèves handicapés. En réalité, la vraie clef est là, c'est-à-dire comment avoir une école plus inclusive. Tout simplement en acceptant que les élèves en difficulté ne soient pas un problème, mais que ce soit la réalité de laquelle on part. La question de la formation des enseignants doit être posée à cette aune-là. Pour vous donner des exemples, on a beaucoup d'étudiants bénévoles à l'AFEV qui se destinent plus tard à être enseignants. Ils nous disent que l'expérience qu'ils ont faite à l'AFEV toute bête d'accompagner un enfant en difficulté est pour eux très révélatrice. En effet, les enseignants ont peu souvent été dans leur enfance en difficulté scolaire. Donc, ils ne comprennent pas la difficulté scolaire. Ils ne l'ont pas vécue. Même avec la meilleure volonté du monde, c'est un truc qu'ils n'ont pas connu auquel ils n'ont pas été préparés. Ce qui est intéressant dans d'autres systèmes éducatifs c'est que la difficulté scolaire n'est pas un problème. Ils partent des publics les plus éloignés. Ce qui est difficile à faire entrer dans la tête des Français, c'est que ce qui est bon pour le plus faible ne va pas faire chuter le niveau, mais va faire progresser tout le monde. Vous avez raison, il faut se battre pour cette idée d'une école encore plus inclusive et pas que pour les élèves handicapés.

**Nathalie Fohrer, responsable service jeunesse, commune d'Yvetot :** Je suis responsable d'un service jeunesse dans une commune semi-rurale de 12 000 habitants en Seine-Maritime. Je voudrais revenir sur plusieurs choses. J'ai des questions pour vous tous. Une première chose m'interpelle. Non, je ne me suis pas trompée de groupe. Je n'aurais pas dû aller dans le groupe éducation populaire. Une chose m'interpelle par rapport au quotidien professionnel. C'est la notion de coéducation. Vous avez évoqué la place des familles. On n'en a pas beaucoup parlé depuis. On ressent de plus en plus que beaucoup de parents dans les populations fragilisées comptent uniquement sur l'Éducation nationale pour éduquer les enfants. C'est évident. Il est évident aussi que l'Éducation nationale ne peut pas apporter toutes les réponses à elle seule. Il y a aussi un travail à faire avec toutes les structures de proximité comme les services jeunesse, comme les MJC, comme les écoles d'art plastique. Il y a une réflexion plus globale à avoir en termes de coéducation. Ma première question, un peu intéressée, est : aujourd'hui quelle place réellement laisser aux familles dans les écoles de manière générale ? En effet, beaucoup de parents ont peur d'y entrer, car ça les renvoie à leur propre échec scolaire. Quelle place laisse-t-on aux parents dans l'école et l'éducation ? La concertation entre le corps enseignant et la famille. Je pense aussi qu'il y a beaucoup de mentalités à changer dont celle des enseignants, je suis désolée. Beaucoup d'enseignants, malheureusement, s'estiment être les seuls à pouvoir faire l'éducation des enfants, à apporter les apprentissages. Entre éducation formelle et informelle, il faut avoir une évolution dans la réflexion. Après, je m'adresse plus particulièrement au directeur de l'éducation et des collèges. Depuis ce matin, on parle de travail en transversalité, de réflexion transversale. La compétence collège appartient au Département. La compétence lycée appartient à la Région. Et la compétence école primaire appartient aux mairies. Je ne sais pas comment ça se passe dans d'autres communes. Moi, je suis confrontée à des élus qui me disent que c'est le collège, donc qu'il faut s'adresser au Département et que ça ne les regarde pas. Ou c'est le lycée, ça ne nous regarde pas. Les financements viennent de la Région, donc il faut voir avec la Région. Les financements viennent du Département, donc il faut travailler avec le Département, ce n'est pas à nous de faire. Mais si on raisonne en termes de coéducation, il faut aller au-delà de ça. C'est mon point de vue. Le dernier point concerne l'aménagement des rythmes scolaires dont vous avez parlé tout à l'heure et plus globalement la refonte de l'école. J'ai appris récemment que les programmes scolaires vont être revus à partir de 2015. N'aurait-il pas été plus pertinent de les revoir en même temps que l'aménagement des rythmes scolaires ?

**Eric Chenal, proviseur de la cité Albert-Londres :** Je ne sais pas si on a les réponses aux questions. Si on avait les réponses, on pourrait peut-être avancer. La place des parents à l'école est institutionnalisée depuis longtemps. Le premier constat sur la participation des parents est un mauvais constat même dans un lycée général. Au maximum, on a 20 à 25% de participation des familles aux élections des parents d'élèves pour être représentés, donc pour s'exprimer au sein des conseils

d'administration. Et c'est une hypothèse haute parce que je suis proviseur de lycée. Mes collègues de lycée professionnel sont bien en deçà de ce pourcentage. C'est un premier constant. Je pense qu'on minore l'impact de l'image impressionnante qu'on a sur les familles. Ce n'est pas évident pour les familles de rentrer au lycée. Aller au lycée, aller voir un professeur, aller voir un chef d'établissement n'est pas simple. On essaye de mettre en place des outils facilitateurs. C'est le cas dans l'académie de Clermont avec notre fameux ENT, espace numérique de travail. On a toujours un complexe en Auvergne de penser qu'on n'est pas à jour. Mais on a appris qu'on était très au point là-dessus et plutôt en avance. En effet, l'ensemble des établissements du second degré de l'académie de Clermont-Ferrand est connecté à un espace numérique de travail collèges et lycées grâce aux collectivités qui, là, ont accepté de travailler ensemble Région et Départements. C'est beaucoup plus difficile avec les communes. En effet, pour chaque école primaire, on s'adresse à X communes. Ce n'est pas simple. Mais cet outil commun créé en région Auvergne pour l'académie de Clermont-Ferrand facilite le dialogue. Le passage par l'écrit peut faciliter l'interrogation du professeur via l'ENT. Je reviens à la relation école/parents. C'est compliqué parce qu'on voit les parents très souvent qu'on n'a pas besoin de voir, entre guillemets. On peut recevoir tous les parents, mais les parents qui viennent nous voir sont souvent les parents des élèves qui réussissent. Et on ne voit pas les parents des élèves en difficulté ou on les voit peu pour X raisons. Je n'accuse personne. Il faut qu'on dépasse ce constat. Je nous trouve désarmés pour ça. On essaye de multiplier les rencontres. On essaye de dire à tous les parents que la rencontre individuelle avec le professeur est importante, que les rencontres collectives existent.

**Eunice Mangado-Lunetta, directrice déléguée en charge des questions éducatives à l'AFEV :** Je vais aussi dire un mot rapide sur les familles qu'on touche assez directement parce que les accompagnements individualisés sont menés au domicile. Les gens qui interviennent sont en lien avec les familles. Ils sont les premiers dépositaires de l'angoisse et l'impuissance des familles par rapport à l'école. Les questions de coéducation sont dans les lois depuis longtemps. Mais elles ne sont pas dans les faits. D'abord, sans refaire l'histoire des origines de l'école, l'école s'est construite contre les familles et le territoire. Il n'y a pas forcément d'hostilité aujourd'hui, mais je pense que l'école ne sait pas faire. Je passerai rapidement sur les convocations à des réunions à des horaires difficiles. On assied les parents dans des classes de maternelle ou de primaire sur des petites chaises. Au-delà de ça, la participation des familles à l'école ne doit pas se limiter aux élections de parents d'élèves. Il existe des moyens de considérer les parents comme une ressource. Ça ne gêne pas l'école de demander à des parents d'accompagner des sorties scolaires. Et parfois, on leur demande des codes vestimentaires différents de ceux qui sont les leurs dans la vraie vie. Ça ne gêne personne, voire parfois, on met dans l'école : pas d'accompagnateur = pas de sortie scolaire. Il y a une intimation à la participation des parents qui le font de plus ou moins bonne grâce. C'est comme la question de ne pas voir la jeunesse comme un problème, mais comme une ressource. Quand l'école va-t-elle arriver à voir dans les familles une ressource ? Quelques exemples sans aller jusqu'aux Etats-Unis où des choses très intéressantes sont faites avec les charters schools. Ce modèle n'est pas importable en France parce que les écoles y sont privées. Ces charters schools sont fondées dans les quartiers prioritaires avec les parents. Les parents ont vraiment la main sur les équipes pédagogiques, les discussions, voire les programmes. Ces choses se font dans les quartiers les plus difficiles. Pour donner un exemple concret, dans la région de Saint-Etienne et celle de Dunkerque, on a travaillé dans des écoles où les BCD, les centres documentaires, étaient un peu à l'abandon, pas du tout animés. On y a mis des jeunes en service civique en résidence pour animer la BCD, pour faire un temps de lecture plaisir etc., pour faire le lien avec les parents. Aujourd'hui, à Dunkerque et dans un quartier hyper prioritaire de Saint-Etienne, des parents viennent quand ils peuvent faire des lectures au sein de la BCD. Ça change tout dans les rapports. C'est des trucs tout bêtes. Quand on essaye d'inclure les parents dans les projets en leur faisant comprendre qu'ils ont une place à prendre et la construire avec eux, ça marche. Ça exige une posture de l'équipe éducative complètement différente de celle d'aujourd'hui qui est de s'en tenir à la participation à des élections de parents d'élèves.

**Jean-Michel Zakhartchouk, membre du comité de rédaction de la revue « Les cahiers pédagogiques », professeur agrégé de lettres modernes, enseignant en ZEP :** Je vais dans le même sens. Mais il y a une idée qu'il faut détruire, souvent brandie par certains partis politiques. C'est que l'éducation c'est les familles et l'instruction c'est l'école. Je pense qu'on n'en est pas là du tout. Les familles contribuent à l'instruction et en particulier, inconsciemment en mettant la table à la maison quand les parents disent de mettre la fourchette là, de mettre le verre là. Plein de choses se construisent au niveau du langage. L'instruction est aussi dans la famille. Et l'éducation est aussi à l'école. Les

enseignants sont aussi des éducateurs. Dans la coéducation, comme disait Eunice, il faut travailler sur ce que chacun des deux partenaires apporte au pot commun qui va permettre à l'enfant de progresser. La deuxième chose que je veux dire concerne les programmes. Je ne vais pas entrer dans les rythmes qui mériteraient un débat. Il y a la création du conseil supérieur des programmes. Il y a deux choses importantes. Il est ouvert à la société civile puisqu'il y aura une représentante d'ATD quart monde désignée par le conseil économique et social. C'est très intéressant. Il y aura aussi des députés et des sénateurs. Ces représentants de la nation ont leur mot à dire sur les programmes qui ne doivent pas être faits par la seule Education nationale. Il faut du temps si on veut changer de logique. S'il s'agit simplement d'alléger, de supprimer un chapitre par ci par là, ce n'est pas très intéressant. Par contre, s'il s'agit d'entrer dans une logique de compétences où les programmes seraient une base de données, seraient une référence et l'essentiel serait les compétences qu'on acquiert avec des moments différents de la vie, des compétences qui ne sont jamais terminées d'où l'idée de socle commun comme tremplin vers le futur. C'est ce que disait Camille Peugny ce matin. C'est une idée importante. La troisième et dernière chose que je voulais dire concerne les collectivités territoriales. Dans ma commune, la majorité a changé la dernière fois. Le maire d'avant ne s'intéressait pas aux collèges. Maintenant, on voit qu'on peut travailler avec les collèges. Si on arrive à bâtir ce à quoi j'aspire avec d'autres une école commune, que certains appellent école du socle, dans laquelle le collège et l'école primaire échangeront, ne fusionneront pas forcément, mais travailleront plus ensemble. Ça pose des questions de compétences entre commune et conseil général. Il faudra travailler ensemble et il faut travailler ensemble.

**Mathieu Barraud, coordonateur d'un projet éducatif local pour une communauté de communes en zone rurale en Charente-Maritime :** Vous parliez de l'ouverture sur le monde extérieur de l'école au sens large, c'est-à-dire de la primaire jusqu'aux études supérieures. On voit le parallèle avec le monde des entreprises même si c'est déjà en marche. Dans notre zone rurale, on a des écoles, un collège et même un collège/lycée privé, privé donc le meilleur ! On a même cette confrontation sur le territoire. Ce qui fonctionne chez nous, ce n'est pas que des mots et c'est là où ça devient compliqué, c'est l'ouverture notamment par rapport au collège au départ. On parle de socle commun de compétences des enfants. Ça a été le langage commun sur les manques. Quels manques avait le collège ? Qu'est-ce que le monde extérieur pouvait lui apporter ? Qu'est ce que le collège pouvait nous permettre à nous acteurs autour de l'enfant, de la personne qu'est le jeune et l'enfant puisque c'était le jeune dans le cadre du collège ? On se retrouve confronté aux mêmes difficultés, même si on en a eu moins au collège, de la réforme des rythmes scolaires. On l'aménage dans nos écoles pour l'année prochaine si tout va bien même si on doit présenter un projet assez vite, avec des moyens surdimensionnés surtout en zone rurale. Là, tous s'ouvrent les uns aux autres. L'Education nationale donne des chemins et des leçons en nous disant de regarder les projets éducatifs de territoire. Je comprends ce que disent mes collègues des maisons de quartiers. Je comprends un peu l'agacement. En effet, dans l'éducation populaire, dans les chemins entrepris par tous les partenaires, notamment les jeunes et les familles, l'ouverture est en place depuis longtemps. Les projets éducatifs, les projets d'école, les projets de lycée sont mis en place depuis un moment. Des choses ont été aménagées. On sent qu'un équilibre se fait. Le point de départ pour moi de la démarche qu'on travaille, qui fait que ça fonctionne pour un jeune, pour un enfant, pour une famille, c'est la première relation humaine des différents intervenants autour de l'enfant. Vous parlez de parcours aussi. C'est la culture du parcours. Si on arrive à se rencontrer autour de ce parcours, on passe à la coéducation et on n'est plus des donneurs de leçon. On est moins figé.

Je reviens à un mot qu'on emploie moins et qui est lié à l'accueil des familles dans les écoles ou en tout cas à la place des familles dans les écoles, c'est désacraliser l'école. On en parle moins aujourd'hui parce qu'il y a d'autres mots à la mode. Ça a marché. Ça marche encore. Ce n'est pas fini. Ce ne sera jamais fini. Mais on sent que des choses se passent. Parfois dans nos relations avec le collège, on a eu des difficultés en tant que structure pour accompagner des élèves. Notre rôle qui est aussi un rôle éducatif a été parfois de faire la jonction avec des partenaires qui avaient des solutions qui n'étaient pas l'école, pas l'Education nationale. Par contre, quelque chose est de l'ordre de l'humilité dans tout ça, de l'humilité de la transmission des savoirs, de sa place, de pouvoir échanger avec l'autre, de pouvoir sortir des temps institutionnalisés, des temps formels en dehors des temps imposés par sa hiérarchie. Quand on va à une réunion, on va échanger sur les problématiques. Ça veut dire aussi se confronter aux limites des uns et des autres. Ça avance. Je n'ai pas de vraie question.

Pour finir, ce qui est amusant c'est qu'avec la réforme des rythmes scolaires on se trouve confronté, et c'est souvent un mot des élus que ce soit des collèges et ailleurs, ces millefeuilles d'intervenants sont compliqués, on est confronté aux limites des moyens. L'école veut faire plein de choses. L'Education

veut faire plein de choses à plein de niveaux et elle demande aux collectivités d'apporter les moyens. On veut bien faire des sorties scolaires, s'ouvrir au monde, mais donnez-nous les bus, donnez-nous ci, donnez-nous ça. En zone rurale, la mobilité est géniale. On a des bus quand on en veut. La réforme des rythmes scolaires basée sur les transports du Conseil général. On peut faire comme on veut. On peut choisir le projet qu'on veut si on ne s'adapte pas au conseil général et aux transports, ça ne fonctionnera pas. Aujourd'hui, c'est la place du jeune. Mais l'enfant est un jeune en devenir. Et le jeune est un adulte en devenir si on le prend dans son ensemble et pas simplement à l'instant T. Tous ces points sont importants. C'est le fameux socle. Le socle commun va commencer là. Comment lui donner de l'importance à cet enfant ? Ça commence là. En zone rurale, il peut aussi se passer des choses. On peut arriver à se rencontrer. Par contre, on va peut-être donner un peu plus que d'habitude. On va aussi devoir lâcher plus que d'habitude et on a du mal par rapport à l'école. Au collège, on a réussi à mettre des choses en œuvre dans la durée j'espère. Pour l'instant, ça fonctionne. On a encore du chemin à parcourir par rapport à ce que j'entendais ce matin. En effet, notre politique dit qu'à 17 ans les jeunes se débrouillent sur notre territoire alors qu'ils sont encore jeunes jusqu'à au moins 30 ans si j'ai bien compris. Il y a d'autres problématiques notamment celle de l'insertion dans le monde du travail. Cela ne veut pas dire que parce que l'enfant n'est plus dans le chemin scolaire, il n'est pas dans un apprentissage, dans un vivre ensemble, dans un vivre avec l'autre, comment travailler avec l'autre. Si, j'avais une vraie question. Quels moyens l'école a-t-elle pour s'ouvrir aux autres ? Quels moyens vous offre-t-elle à vous acteurs de l'Education nationale pour vous ouvrir aux autres ? On parle d'innovations. Les innovations que je vois dans certaines écoles, c'est souvent dans des écoles où il y a des moyens donnés pas forcément par l'Education nationale. L'Education nationale va-t-elle aller au-delà des termes, au-delà des réflexions ? Dans les 40 millions pour la biologie... ?

**Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier** : Ce n'est pas pour la biologie et c'est 40 milliards pour l'innovation et la recherche.

**Laurence Pagès, élue jeunesse et politique de la ville** : Je suis élue jeunesse et politique de la ville. C'est en adéquation avec ma casquette professionnelle parce que je suis infirmière en santé scolaire du cinquième plus gros lycée de France qui compte 2 500 élèves. Donc, j'ai un panel de jeunes devant moi un peu différent de celui que je côtoie dans mon mandat d'élue. Je pense que c'est le proviseur qui a dit qu'on avait accumulé la somme de ses connaissances, je pense qu'on a plutôt accumulé la somme de ses choix, des choix avec la compilation des millefeuilles divers et variés, avec de beaux projets. Le problème que je rencontre aussi est qu'on construit les projets, on cible, on réalise plus tard. Et le temps de la réalisation fait que l'objectif ciblé est déjà parti. En effet, la jeunesse est une évolution très rapide et un peu trop rapide pour nous tous. Je suis Education nationale. J'y travaille depuis une douzaine d'années. Je suis entrée dans un monde que je ne connaissais pas. Il y a eu une évolution entre la prise en charge de mon premier enfant et de mon dernier. J'ai appris les codes en entrant dans l'Education nationale. Je suis entrée dans les statistiques de ceux qui ont fait réussir leurs enfants parce que je suis personnel de l'Education nationale et que je connaissais les codes des méandres. C'est important à dire. C'est statistique. J'ai appris malheureusement à décoder tout ça. On ne résoudra jamais ça. Neuj'pro, c'est bien. Quand on rencontre les gens qui viennent pour la première fois, on tombe tous du 4<sup>e</sup> étage. Au Neuj'pro, il n'y a que de belles idées, que des gens qui travaillent bien. Mais on s'aperçoit qu'on pédale dans la choucroute parce qu'on n'arrive pas à mettre la main sur le jeune qui nous manque toujours au centre des discussions. Vous êtes très courageux, Monsieur, d'être venu aujourd'hui parce qu'en règle générale on retrouve très peu l'Education nationale dans les discussions de tout poil. Dans la collectivité où je suis, à tous niveaux, dans Midi-Pyrénées, l'Education nationale est très en retrait parce qu'elle se retranche derrière ses missions prioritaires. En tant que personnel, j'y adhère aussi parce qu'on ne peut pas tout faire. Où est la solution ?

**Eric Chenal, proviseur de la cité Albert-Londres** : Merci de souligner mon courage. Nous avons des soucis en Auvergne, mais nous sommes très apaisés en général dans nos rapports.

**Laurence Pagès, élue jeunesse et politique de la ville** : Une réflexion me revient. Tout à l'heure, vous avez cité très vite feu Monsieur Descoings pour son ouverture de Sciences Po. On a eu la chance de le recevoir dans notre lycée le temps des concertations. Nous avons un proviseur qui nous a rebouclés dans cette discussion. On a ouvert la boîte de Pandore en parlant de prévention et d'accompagnement. Monsieur Descoings s'est arrêté en nous demandant s'il y avait des d'infirmières

aujourd'hui. Je n'avais pas prévu d'aborder le volet de la prévention. Ça a fait beaucoup rire. Mais c'est peu, que fait-on ? On est très bon, tout le monde regarde nos grandes écoles. J'ai fait partie du pôle de la commission études suicide des grandes écoles à Toulouse. C'était très lourd. J'en suis sortie parce que j'avais du mal à être au long cours dans ce genre de choses. C'est violent. Les élèves qui y arrivent sont ceux qui ont été formatés, qui ont pu apprendre, qui ont su être dirigés. On est peut-être dans une refonte de l'école. C'est peut-être à l'Education nationale, à l'Etat de jouer. Je ne sais pas. Mais je reste élue et Education nationale. Je suis assise entre deux chaises. C'est très inconfortable.

**Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier** : Dans les associations, il y a plein de gens de l'Education nationale. Encore une question et on laissera le temps aux intervenants de donner leur point de vue sur les différentes prises de parole de la salle. Merci.

**Khadi Thian, coordinatrice réussite éducative, ville de Noisy-le-Grand** : Je voudrais revenir à l'espace numérique qui est censé favoriser le lien entre les parents et l'école. J'aimerais savoir quel outil vous mettez en place, quels moyens vous mettez en place pour les familles analphabètes par exemple ? C'est difficile pour des familles analphabètes souvent issues des quartiers populaires et aussi pour les élèves en difficulté dans les établissements. C'est ceux avec lesquels on devrait le plus travailler, d'où pour moi l'importance de la coéducation en partenariat avec les associations et les maisons de quartier qui travaillent en lien avec les familles. Il faudrait travailler sur l'outil informatique.

**Eric Chenal, proviseur de la cité Albert-Londres** : Le recteur d'académie d'ici, Madame Campion, a lancé justement hier une grande action conduite par une IEN Madame Jouannet. Je ne sais pas si on peut appeler ça une offensive. Ça se tenait hier au lycée professionnel Roger-Claustres à Clermont-Ferrand sur cette problématique d'accompagner les parents à travers l'ENT. Le prétexte était de rentrer par l'ENT et de voir ce qu'on pouvait décliner. Je rejoins la problématique de la formation tout au long de la vie, même si on sait que l'argent étant le nerf de la guerre, il restera à trouver des financements complémentaires. On a les compétences dans les quartiers, on a les compétences dans les GRETA, à l'AFPA etc. Encore faut-il des mobilisations financières pour générer toutes ces formations. A la demande du recteur d'académie, il va être généré dans certains établissements à titre expérimental d'amener les parents et de les familiariser avec l'ENT. C'est une bonne chose. Il reste la problématique de l'ordinateur à la maison ou pas. Il y a aussi des problématiques matérielles. On peut savoir se servir d'un ordinateur, encore faut-il en avoir un à la maison. C'est autre chose. C'est ce qu'indiquait tout à l'heure une autre personne, on ne peut plus considérer aujourd'hui les problèmes comme étant seulement des problèmes de l'Education nationale. On sent bien à quel point on a besoin de tous travailler ensemble collectivités territoriales, Etat avec tous ses services déconcentrés pour apporter une solution. Les difficultés de langue, d'accès à l'outil informatique que rencontre la famille ne peuvent pas être que celles de l'Education nationale. Très vite, on touche des soucis d'ordre matériel. On est démuné. On ne sait pas répondre. C'est traité ici.

**Khadi Thian, coordinatrice réussite éducative, ville de Noisy-le-Grand** : Des établissements par exemple permettent à des associations de travailler dans l'établissement en fin de journée avec les parents et les enfants de l'établissement qui apprennent à leurs parents à utiliser l'ENT. Il faut favoriser que l'enfant soit acteur dans l'établissement.

**Jean-Michel Zakhartchouk, membre du comité de rédaction de la revue « Les cahiers pédagogiques », professeur agrégé de lettres modernes, enseignant en ZEP** : Une note d'optimisme à la place d'une conclusion. Il y a trois jours, il y a eu la publication d'une très importante enquête de l'OCDE sur les compétences en lecture, en numération et comment affronter les problèmes de la vie quotidienne dans beaucoup de pays d'Europe et quelques pays développés. La France n'est pas très bonne. Mais une chose est encourageante. En France, les jeunes sont meilleurs que les plus anciens. Ça va contre tous ces gens qui ne savent conjuguer les verbes qu'au passé. Ils ne savent pas conjuguer le futur. Ils croient qu'il faut revenir à l'ancienne école qui, soi-disant, faisait réussir tout le monde. Ce qui est faux évidemment. Les gens qui ont 55/65 ans ont beaucoup plus de difficultés en France alors qu'aux Etats-Unis et en Angleterre c'est l'inverse. Les jeunes sont moins performants que les 55/65 ans. Cela veut dire que l'école a une efficacité. Avoir fait des études, c'est plus efficace, même si les résultats ne sont pas à la hauteur. On prend souvent l'exemple de la Finlande. Ses résultats sont intéressants dans cette épreuve parce que les Finlandais qui ont de 55 à 65 ans ont de très

mauvaises performances. Les Finlandais de 25 ans sont très bons. Cela montre les effets du système finlandais qui, contrairement à ce qu'on croit, était un système très traditionnel avant. Il y a eu une révolution de l'école. Cela montre qu'on peut faire changer les choses, c'est pour ça que je parlais de note optimiste, assez rapidement, à l'échelle de 10 ans. Des systèmes peuvent progresser si on s'en donne les moyens. En Finlande, il y a eu un consensus politique qui est dur à avoir chez nous, en se tournant vers l'avenir et notamment en prenant au sérieux l'apprentissage du numérique parce que c'est fondamental. Aujourd'hui, ce n'est pas qu'une question de technique. Celui qui ne sait pas se servir correctement de l'ordinateur sera coulé. Dans l'enquête, on constate aussi des disparités selon les pays. On peut changer les choses en 10 ans si on s'en occupe, si on s'en donne vraiment les moyens.

**Eunice Mangado-Lunetta, directrice déléguée en charge des questions éducatives à l'AFEV** : Je ferai une conclusion plutôt personnelle, pas au nom de l'AFEV. En effet, dans nos échanges je suis frappée de voir qu'y compris avec l'Education nationale il y a un désir commun de changement. Je suis moi-même assez perplexe sur la façon de réussir à changer vraiment. Je ne sais pas si certains d'entre vous ont vu passer le dernier livre d'Antoine Prost ou entendu son émission « Rue des écoles » où Antoine Prost, grand historien de l'école, s'énervait vraiment sur l'instrumentalisation politique faite de la question des rythmes. Il disait que les hommes politiques qui agissent comme ça sont des criminels. Je suis très dubitative et désolée de terminer sur cette perplexité sur la question du changement au national. Je pense que la volonté politique ne suffit pas. Il faut aussi pouvoir l'accompagner. Je dirai juste par rapport au débat de ce matin sur l'Etat et les collectivités qu'il n'y a pas que l'impulsion nationale, il y a aussi l'importance des projets éducatifs de territoire. Derrière les rythmes scolaires, il y avait surtout l'idée de pouvoir de nouveau travailler autour des PEDT, des projets éducatifs de territoire. Vous connaissez les PEL, les CEL. Il y a de nouveau l'idée de faire de l'éducatif au niveau du territoire. Il ne faut pas lâcher ça. Il faut essayer d'articuler l'impulsion nationale. Et vu comment ça patine au niveau national en ce moment, il ne faut surtout pas lâcher sur le territorial. C'est votre boulot, c'est notre boulot. Bon courage.

**Eric Chenal, proviseur de la cité Albert-Londres** : Merci de m'avoir invité.

**Christophe Richard, directeur de l'éducation, des collèges et de l'enseignement supérieur au conseil général de l'Allier** : Je vous remercie tous d'avoir participé à cette table ronde.